

Pierre Cornu
Egizio Valceschini
Odile Maeght-Bournay

L'HISTOIRE DE L'INRA, ENTRE SCIENCE ET POLITIQUE



éditions
Quæ

Pierre Cornu
Egizio Valceschini
Odile Maeght-Bournay

**L'HISTOIRE DE L'INRA,
ENTRE SCIENCE ET POLITIQUE**

Éditions Quæ

© Éditions Quæ, 2018
ISBN : 978-2-7592-2638-2

Éditions Quæ
RD 10
78026 Versailles Cedex, France
www.quae.com

Le code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction, même partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, Paris 6^e.

Sommaire

Préface de Philippe Mauguin	7
Remerciements	9
Écrire l'histoire de l'Inra	11
Introduction	15
1946-1968	
De l'urgence alimentaire à l'impératif de productivité : la recherche au service du « progrès »	21
La résurgence de la question des subsistances dans la première moitié du xx^e siècle	24
La France de l'entre-deux-guerres : une grande nation agricole en panne d'ambition scientifique et de stratégie économique	25
La gestation d'un ordre alimentaire mondial dans le chaos de la Seconde Guerre mondiale	32
Urgence alimentaire et réorientations stratégiques dans l'Europe de l'immédiat après-guerre	41
La puissance américaine et l'impératif géopolitique de l'alimentation des nations européennes	44
Ouvrir l'agriculture à la productivité : la voie américaine du « progrès »	47
Le défi de l'Inra à sa création : réinventer la recherche agronomique française	57
Des sols, des serres et des étables pour soutenir le modèle de la recherche-expérimentation	58
Importer et adapter la science internationale	64
Dirigisme économique et mobilisation scientifique pour une réorientation de l'agriculture française	68
Acteur zélé mais secondaire du redressement productif	68
L'Inra se fait une place dans l'économie politique du productivisme	71
Le « moment Mendès France » : une ouverture inespérée	78

Le temps du volontarisme gaulien : une place de choix pour la recherche orientée	83
Le fort soutien de la nouvelle Délégation générale à la recherche scientifique et technique	86
L'heure de la construction européenne	91
Un institut en ordre de bataille pour une conception intégrée de l'innovation agronomique	98
L'esprit de conquête vient à la recherche agronomique	110
Les puissants alliés modernistes et planificateurs de l'Inra	110
L'Inra, entre technoscience et biopouvoir : la loi sur l'élevage de 1966	115
Au tournant des années 1960-1970 : le cap des tempêtes	119
1969-1989	
La recherche agronomique dans la mue libérale des sociétés industrialisées	137
L'Inra face au choix de l'industrialisation de l'alimentation	142
Le leitmotiv politique de la « science efficace »	143
L'Inra, laboratoire d'un système agroalimentaire en expansion	153
Sciences de l'animal et industriels face à la massification de l'alimentation carnée	166
L'Inra affirme son expertise sur les questions alimentaires	175
La recherche agronomique, entre défi bioscientifique et enjeux systémiques	189
La question environnementale à l'agenda de la recherche agronomique	190
L'objectivation scientifique de la qualité d'origine : recherches et initiatives locales	207
Recherche et vulgarisation technique : repenser la diffusion du « progrès »	214
Le saut qualitatif de la biologie moléculaire	227
Crise et refondation de la gouvernance de la recherche agronomique	234
Réinventer le dialogue avec l'État	234
L'Inra, laboratoire de la refondation de la politique nationale de la recherche dans l'après 1981	245
Les biotechnologies, fer de lance de l'innovation agronomique	258
Biologie moléculaire et industrialisation du vivant	259

L'Inra dans la mobilisation nationale en faveur de l'innovation biotechnologique	266
Nouveaux territoires, nouvelles échelles pour la politique scientifique de l'Inra	276
Introspection et réajustements	277
L'Inra à l'heure de la régionalisation des politiques publiques	283
La sortie du pré carré national : l'atout européen, la contrainte transatlantique	288
1990-2012	
La recherche agronomique à l'heure de la globalisation agricole, alimentaire et environnementale	307
La recherche agronomique française dans la nouvelle économie de la connaissance	311
Les risques de marginalisation et de délitement de la culture agronomique	312
L'Inra à la recherche d'une boussole	320
L'Inra en quête d'un nouveau contrat social	328
La redéfinition de la raison scientifique de la recherche agronomique	329
La rénovation du dialogue avec la société et avec les régions	334
Du local au global : l'environnement à l'Inra à partir de la Conférence de Rio de 1992	336
La recherche au temps des crises sanitaires : l'acclimatation de l'Inra au mode de la controverse	343
La vache folle : crise sanitaire et contestation de la modernité alimentaire	344
Les organismes génétiquement modifiés : les biosciences dans l'arène du débat public	347
Vers une nouvelle culture de l'action : l'inscription des attentes de la société dans le système de recherche	356
La réforme de 1997-1998 et ses suites : refonder et réorienter	367
La redéfinition de l'expertise scientifique	368
L'Inra modernise sa gouvernance stratégique	370
L'entrée de l'Inra dans une science de l'action globalisée	383
L'institutionnalisation du tripode « agriculture, alimentation, environnement »	390
La reconfiguration des périmètres scientifiques	398

Une science intégrée pour une projection internationale	405
L'Europe, espace de déploiement de la recherche finalisée d'excellence	408
Dans la tourmente des réformes du système de recherche national : anticiper et maîtriser le changement institutionnel	415
Entre écologie et agriculture, l'émergence d'une nouvelle mission régaliennne	428
Ressources et subsistances à l'heure de la planétarisation des systèmes alimentaires	437
L'Inra à la croisée des chemins du changement global	455
Index des noms cités	459
Bibliographie indicative	462

Préface

Toute personne en contact avec l'Inra, ses femmes et ses hommes, ses laboratoires, ses domaines, sa production scientifique, ne peut qu'être frappée par la force de la mémoire collective dans cette institution. Une mémoire ancrée dans les difficultés de l'après-guerre, lorsqu'il fallut relever l'agriculture d'un pays meurtri. Une mémoire nourrie des réalisations pionnières de la première génération des chercheurs, ingénieurs, techniciens, personnels administratifs et ouvriers qui portèrent les valeurs d'une recherche agronomique au service de l'intérêt général. Une mémoire cristallisée dans de grandes réussites scientifiques, dans la conquête de nouveaux fronts de science, dans des crises affrontées et dépassées collectivement, jusqu'aux responsabilités qui sont les nôtres aujourd'hui dans un monde où les enjeux agricoles, alimentaires et environnementaux s'interpénètrent aussi bien à l'échelle des territoires de vie de nos concitoyens qu'à celle de la gouvernance planétaire.

Mais si cette mémoire est incontestablement une grande force, elle ne suffit pas à nous guider pour faire face aux défis du présent et de l'avenir. Il lui manque une histoire, il lui manque une analyse distanciée, méthodique, de ce que fut la trajectoire de la recherche agronomique française depuis la création de l'Inra en 1946, et ce qu'une telle analyse peut nous apprendre sur la façon dont la recherche, l'État, l'agriculture et l'industrie, et plus globalement la société, interagissent dans la durée. Aussi faut-il saluer la publication de cette histoire de l'Inra, qui pour la première fois retrace, d'une manière à la fois documentée, illustrée, vivante et aiguisée, les trois quarts de siècle qui ont vu la recherche agronomique passer du statut de modeste organisme spécialisé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture à ce que nous connaissons aujourd'hui : un collectif de près de 10 000 personnes travaillant au rayonnement scientifique de la France sur les enjeux les plus urgents de la sécurité alimentaire et de la préservation des ressources de la biosphère.

Il n'est pas facile d'écrire l'histoire d'une institution dotée d'une telle identité collective, et l'on ne peut que se féliciter de l'effort continu réalisé par les présidents successifs de l'Inra pour constituer, peu à peu, un pôle de ressources humaines et documentaires permettant d'aborder l'histoire de la recherche agronomique, avec tout d'abord la mission des Archives orales de l'Inra, créée en 1995, puis le Comité d'histoire, fondé en 2005. C'est en

effet autour de cette mission et de ce comité que ce livre a mûri, et que des historiens de métier, extérieurs à notre organisme, porteurs d'une attention sincère mais critique à notre mémoire, ont apporté leur rigueur méthodologique. Un objectif a guidé leurs travaux : produire une analyse historique de ce que fut cette aventure scientifique dans la longue durée, ses dynamiques internes et externes, ses réussites et ses échecs, ses grandes heures et ses moments de doute ou de remise en cause. Les trois auteurs rassemblés pour cet exercice d'écriture recevront, je n'en doute pas, un accueil enthousiaste aussi bien de ceux qui ont vécu une partie de cette histoire que de ceux qui la découvriront dans leurs mots, les uns et les autres étant assurés de découvrir, tout comme moi, la richesse de cette aventure collective.

Si l'Inra d'aujourd'hui s'inscrit dans une fidélité évidente à ses valeurs fondatrices, c'est en effet un mérite de cette recherche que de nous dire combien de fois la légitimité de l'institut dut être refondée, combien de fois il fallut remettre en cause manières d'être et de faire, objets et priorités, alliances et partenariats. L'aventure des sciences au service de l'intérêt commun n'est pas une route rectiligne menant vers un horizon dégagé ; c'est au contraire un chemin difficile, indécis, qui nécessite de conjuguer rigueur scientifique, sens des responsabilités, vision stratégique et capacité à saisir les opportunités. Il faut reconnaître avec humilité qu'il n'est pas aisé de rassembler ces qualités en toutes circonstances. Pourtant, ce que cet ouvrage nous enseigne, c'est que si la recherche agronomique a connu une expansion remarquable, les défis auxquels elle doit faire face aujourd'hui sont d'une complexité croissante.

Science et politique n'ont cessé de dialoguer, voire de s'interpénétrer, nous disent les auteurs. Il est temps d'assumer pleinement, avec fierté et sans crainte de dévoiement, la dimension politique, au sens le plus noble, des recherches que nous menons aujourd'hui pour accompagner la transformation de nos systèmes agricoles et alimentaires. À travers cette transformation, la communauté scientifique contribuera à la sécurité alimentaire mondiale et à la protection de notre planète, répondant ainsi aux défis de ce siècle.

*Philippe Mauguin,
président-directeur général de l'Inra*

Remerciements

Le Comité d'histoire Inra-Cirad a soutenu avec constance la réalisation du présent ouvrage. Nous remercions tout particulièrement Claude Béranger, Joseph Bonnemaire, Alain Deshayes, Philippe Evrard, Bernard Hubert, Philippe Lacombe (†), Didier Picard et Bernard Sauveur, qui ont mis à disposition ou contribué à retrouver de précieux documents, et qui n'ont pas ménagé leur temps pour lire et discuter les élaborations successives de ce travail.

Bien que n'appartenant pas au Comité d'histoire, François Colson et Bernard Ruffieux ont également été des appuis précieux.

Figure pionnière de l'Inra, directeur général de l'institut entre 1975 et 1978, Raymond Février aura été un témoin, un soutien et un relecteur d'une valeur inestimable. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Anciens dirigeants de l'Inra, Bernard Chevassus-au-Louis, Marion Guillou, Bertrand Hervieu, Guy Paillotin (†), Guy Riba et Paul Vialle se sont livrés avec la meilleure volonté au jeu de la mise en discussion de leurs années de gouvernance, qu'ils trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

François Houllier, président-directeur général de l'Inra de 2012 à 2016, a joué un rôle majeur dans la sauvegarde du patrimoine archivistique de l'Inra ainsi que dans l'encouragement à sa valorisation par la recherche historique. Son soutien à la réalisation de cet ouvrage aura été décisif.

Nos chaleureux remerciements vont à Brigitte Cauvin, Jeannine Goacolou, Denise Grail et Jean Weber, qui nous ont confié des documents et des photographies précieusement sauvegardés tout au long de leur carrière.

Notre gratitude va à toutes celles et à tous ceux qui nous ont aidés dans notre quête des archives de l'histoire de l'Inra, et qui nous ont permis de disposer d'un matériau d'une exceptionnelle richesse : Mathieu Andro, Igor Besson, Isabelle Bordier-Ligonnière, Jean-Marie Bossennec, Frédérique Chabrol, Valentin Charnerie, Émile Choné, Sylvie Colleu, Jean-Baptiste Coulon, Michèle Cussenot, Élisabeth Dedieu, Pierre-Henri Duée, Catherine Esnouf, Frédéric Féron, Christian Galant, Ariane Gaunand, Karine Guéritat, Sabrina Gasser, Régis Grateau, Florence Haimet, Pascale Inzerillo, Cécile Janet, Françoise Juille, Thierry Lacombe, Nicole Ladet, Julien Lançon, Barthélémy Lanteri, Édith Legouy, Jean-Paul Legros, Philippe Lescanne, Philippe Lescoat, Marie-Hélène Magri, Christophe Maître, Éric Marchoux, Vanessa Méry, Lina Sbeih, Soizic Messiaen, Pascale Mollier, Bertrand Nicolas, Gérard Paillard, Olivier Philipe, Henri Pinoteau, Laura Pizzale, Marie Rabut, Daniel Renou, Laurence Roudart, Patrice This, Alban Thomas, Pascale Vandenberghe, Folkert van Oort, l'association UniAgro et le Syndicat CGT-Inra.

Enfin, nous tenons à remercier vivement, pour leur professionnalisme et leur patience, Caroline Dandurand des Éditions Quæ, ainsi que Juliette Blanchet et Gwendolin Butter.

Écrire l'histoire de l'Inra

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un projet initié en 2014 au sein du Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad, dans la dynamique de la préparation du 70^e anniversaire de l'Inra. Les trois auteurs réunis pour le mener à bien ont cependant rapidement pris conscience qu'une simple chronique ne pouvait à elle seule élucider la question de l'étonnante capacité de réinvention et de déploiement thématique et géographique manifestée par l'Inra depuis sa fondation en 1946 : un travail de fond s'imposait dans les archives de la recherche agronomique. Dès lors engagés dans une entreprise de longue haleine, les auteurs se sont appuyés non seulement sur les compétences rassemblées au sein du Comité d'histoire, mais également sur un grand nombre de personnes ressources au sein de l'institut comme en dehors, pour accéder à des séries documentaires non inventoriées et à des pièces rares, à des témoignages nouveaux et aux éclairages multiples nécessités par un projet croisant histoire des sciences et histoire des politiques publiques. Soutenu par l'Inra, s'appuyant sur les ressources du Laboratoire d'études rurales de Lyon, ce travail a bénéficié d'un accompagnement particulièrement favorable.

Si la mise en contexte générale de cette histoire a été facilitée par la profusion d'ouvrages traitant de la modernisation agricole et alimentaire dans la période considérée, et si l'évolution des politiques publiques de la science a fait l'objet d'investigations poussées, aussi bien de la part des historiens que des politistes et des sociologues des sciences, il n'en va pas de même pour l'histoire de l'Inra, dont la cohérence dans le temps, dans l'espace et dans le champ de la connaissance demeure, pour l'essentiel, un point aveugle des études historiques.

Dans cette disette historiographique, des travaux pionniers méritent toutefois d'être signalés. Jean Cranney, économiste et directeur scientifique à l'Inra, a ainsi publié une histoire de l'Inra à l'occasion du 50^e anniversaire de l'institut, en 1996¹. Son travail constitue une entrée particulièrement riche dans la mémoire de l'institut. Très documenté, il offre une saisie tout à la fois qualitative, quantitative et chronologique de son histoire, et constitue une évocation assez suggestive, internaliste et située, des débats qui ont animé l'institut dans les années 1970 et 1980 notamment. Tout différent dans sa conception est le travail de recherche impulsé par l'historien

Christophe Bonneuil sur la sélection semencière française, fondé sur des archives inédites, des témoignages d'une grande richesse et une méthode critique très affinée. Décliné en quelques articles et en un ouvrage majeur, coécrit avec Frédéric Thomas et publié en 2009², ce travail représente une somme non dépassée à ce jour sur l'histoire sociale et politique des sciences du végétal.

Hormis ces deux importants jalons, on ne trouve que des ouvrages ou des publications thématiques ou programmatiques, qui apportent certes des lumières intéressantes, mais qui sont loin de constituer un matériau suffisant pour une synthèse. L'ouvrage édité par Paul Robin *et al.* en 2007³ sur les notions de rupture et de durée dans le rapport à l'histoire de l'agronomie explore une temporalité très large et adopte essentiellement un point de vue d'histoire des idées. Celui codirigé par Christophe Bonneuil, Gilles Denis et Jean-Luc Mayaud en 2008⁴ sur la relation entre sciences et agriculture ouvre la voie à une histoire critique des fronts de la recherche agronomique à partir de quelques études thématiques bien documentées, mais sans couvrir la totalité des engagements de l'Inra. Quant aux recherches de Pierre Cornu sur les origines et la fondation du département Systèmes agraires et développement au sein de l'Inra, elles ne portent que sur une marge de l'institut, dynamique certes et porteuse de débats majeurs, mais non représentative de la « science normale » des agronomes⁵. En définitive, seul le travail réalisé par Gilles Denis sur les comptes-rendus du conseil d'administration de l'Inra propose une perspective chronologique complète⁶. Mais de telles archives ne donnent qu'un aperçu limité de ce qui se joue à la fois à l'interne, dans la vie scientifique, et à l'externe, dans les relations avec le monde agricole, l'industrie, les administrations et le pouvoir politique.

À la décharge des historiens, force est de constater que l'Inra présente des lacunes archivistiques très importantes. Entendons par là à la fois la perte de fonds archivistiques importants, le retard des versements aux Archives nationales ou départementales, et enfin l'extrême dispersion et l'absence d'inventaire des archives encore conservées par l'Inra. Si la prise de conscience récente de cette faiblesse sous le mandat de François Houllier (2012-2016) et la décision d'y porter remède, soutenue avec force par le Comité d'histoire, doivent être soulignées, cela modifie peu encore le problème posé aux chercheurs : il demeure difficile de se faire une idée précise du corpus potentiel pour une histoire de l'Inra, hormis pour les archives orales collectées par la mission Archorales et pour quelques fonds spécifiques, comme ceux de Raymond Février ou de Jacques Poly, déposés aux Archives nationales.

Dans ces conditions, et afin de donner une assise suffisante et cohérente au projet, il a fallu fixer des principes de hiérarchie des ressources documentaires spécifiques à l'Inra et maîtriser l'équilibre entre traitement méthodique des fonds identifiés et classés, et quête plus aventureuse de ressources archivistiques nouvelles. L'information qualitative a été privilégiée, ainsi que les sources permettant de documenter les interfaces de la vie scientifique avec les mondes socio-économique, politique et académique. L'ensemble documentaire ainsi constitué s'est avéré riche d'une

extrême diversité, foisonnant d'archives manuscrites ou électroniques, d'ouvrages, de revues, de documents imprimés aux statuts divers, d'images, de photographies, pour beaucoup encore jamais exploités. Il a fallu pour cela courir les services de documentation des centres de recherche de l'Inra, des écoles supérieures agronomiques ou des ministères. Dans la mesure du possible, la constitution de séries documentaires longues a été réalisée, notamment pour les revues internes et pour la documentation sur l'administration de l'institut.

Pour éclairer les engagements scientifiques et partenariaux de l'Inra, les rapports sur la gouvernance des programmes de recherche, les déclarations de politique générale des dirigeants de l'Inra et les documents stratégiques ont été largement mobilisés, depuis le « rapport Crépin » de 1944 jusqu'aux documents d'orientation des années 2000, en passant notamment par les textes de la présidence ou de la direction générale parus dans les colonnes des périodiques internes, le *Bulletin de l'Inra* et *INRA mensuel*. Pour la période plus récente, l'accès aux documents de la gouvernance de l'Inra a été sollicité et obtenu, permettant de comprendre finement les dynamiques croisées *top-down* et *bottom-up* dans l'élaboration des politiques scientifiques.

Les mémoires des agents de l'institut recueillies par la mission Archorales depuis 1995 (près de 400 entretiens à ce jour) ont livré de précieuses informations en même temps qu'une évocation particulièrement riche de la perception interne des enjeux de la recherche agronomique. Loin d'avoir épuisé la richesse de ce matériau singulier, cet ouvrage se veut, de ce point de vue, une défense et illustration de l'histoire orale, et un encouragement à en poursuivre l'aventure. Dans cette logique, de nouveaux entretiens ont été menés, auprès d'anciens cadres administratifs, directeurs généraux et présidents de l'institut, afin notamment de tester des hypothèses élaborées dans l'analyse des fonds archivistiques. Toute recherche sur le très contemporain ne peut que s'enrichir d'une confrontation directe avec ceux qui l'ont vécu, et la reconnaissance des auteurs va à ces acteurs qui n'ont pas craint d'ouvrir pour eux la « boîte noire » de la fabrique des politiques de la science.

La volonté de ne pas en rester à une histoire internaliste a conduit les auteurs à chercher des sources auprès d'autres institutions. Ainsi par exemple la documentation du ministère de la Recherche a permis d'éclairer d'un jour nouveau les politiques des sciences du vivant menées en France depuis la fin des années 1950. De même, les services de l'OCDE ont été sollicités pour exhumer de leurs archives des documents dévoilant le rôle parfois inattendu de représentants ou de partenaires de la recherche agronomique.

Mobilisant enfin tout un ensemble de discours, de rapports, d'articles et d'ouvrages contemporains des faits étudiés, les auteurs ont trouvé matière à étayer et enrichir le récit de la dynamique des relations entre science et politique et à montrer comment étaient perçus, dans l'espace public, les enjeux scientifiques, sociaux, économiques et politiques des sciences appliquées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement.

Sans être exhaustive, l'énumération ci-dessus montre que l'analyse proposée repose principalement sur des matériaux émanant de la partie

supérieure du dispositif scientifique et administratif de l'Inra (avec l'utilisation des archives orales et photographiques en guise d'exception). Il s'agissait en effet de saisir la dynamique d'ensemble de l'institution, pour une histoire des sciences agronomiques intégrée non seulement dans les perspectives au long cours du développement des biosciences, mais aussi dans celles des politiques publiques, pour faire ressortir les contingences, les moments de tension et les voies de réinvention de ce grand organisme public de recherche. De fait, un pan conséquent des matériaux existants demeure peu ou pas exploité — archives des équipes de recherche, histoire des centres régionaux, documents qualitatifs et quantitatifs relevant de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'institut. Bien d'autres histoires pourront et devront être écrites.

Soumis à la critique et à l'analyse historiques, mobilisé dans de nombreux séminaires de travail, l'ensemble documentaire rassemblé et traité pour cet ouvrage a permis d'établir les faits, de scander la chronologie du récit jusqu'à la fin du dernier mandat achevé, soit en 2012, et de mettre en évidence les enjeux, débats, résistances et points aveugles d'une histoire bien moins lisse qu'il n'y paraît. Objet d'une écriture plurielle, rassemblant des compétences en agronomie, en économie et en histoire, cet ouvrage a été tissé certes à partir de fils de provenances diverses, mais formant, néanmoins, une trame robuste sur l'objectif majeur de l'entreprise : donner à comprendre ce qui s'est joué entre science et politique sur les questions de la maîtrise du vivant entre la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale et notre présent globalisé.

Ainsi, le défi de ce livre aura été de donner à lire une histoire totale de l'Inra dans son siècle, en restituant les relations internes et externes, les logiques de développement et d'élargissement thématique, dans un processus d'interconnexion croissante de la recherche agronomique avec les dynamiques sociales, économiques, scientifiques et politiques de l'époque, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Puisse le lecteur partager la passion de l'évocation juste, à la fois incarnée et située dans les grands enjeux du temps, qui aura motivé jusqu'au bout les auteurs de cette histoire.

1. Cranney J., 1996. *Inra. Cinquante ans d'un organisme de recherche*, Versailles, Éditions Quæ, 1996, 528 p.

2. Bonneuil C., Thomas F., 2009. *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Versailles, Éditions Quæ, 624 p.

3. Robin P., Aeschlimann J.-P., Feller C. (eds), 2007. *Histoire et agronomie. Entre ruptures et durée*, Paris, IRD Éditions.

4. Bonneuil C., Denis G., Mayaud J.-L. (dir.), 2008. *Sciences, chercheurs et agriculture. Pour une histoire de la recherche agronomique*, Versailles, Quæ/L'Harmattan, 304 p.

5. Cornu P., 2014. La recherche agronomique française dans la crise de la rationalité des années 1970 : terrains et objets d'émergence de la systémique agraire. *Histoire de la recherche contemporaine*, tome 3 n° 2, p. 154-166.

6. Denis G., 2017. Une histoire institutionnelle de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) – Le premier Inra (1946-1980). *Histoire de la recherche contemporaine*, tome 3, n° 2, p. 125-136. Denis G., 2017. Une histoire institutionnelle de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) – Mise en place du second Inra (1980-1996). *Histoire de la recherche contemporaine*, n° 2.

Introduction

« La recherche agronomique est une branche de la recherche scientifique et doit, par conséquent, être conduite avec le souci d'étudier à fond les problèmes de son ressort, par un personnel possédant au plus haut degré l'esprit de recherche, allié à une formation scientifique des plus solides. Sans se départir du désintéressement intellectuel nécessaire à toute recherche, elle ne peut toutefois perdre de vue les applications pratiques des résultats auxquels elle aboutit. Dans son organisation, son esprit et ses méthodes, elle doit nécessairement tenir compte de la nature même des sujets qu'elle est amenée à traiter et des objectifs qu'elle doit atteindre. »

Ministère de l'Agriculture du Gouvernement provisoire de la République française, 1944.
Rapport accompagnant le projet de loi portant organisation de la recherche agronomique et création d'un l'institut national de la recherche agronomique. Ministère de l'Agriculture, décembre 1944, Versailles, 1948, 31 p., p. 12.

Né en 1946 dans la modestie institutionnelle et la précarité budgétaire d'un organisme de science appliquée dévolu au redressement de l'agriculture et à la restauration de l'autonomie alimentaire d'un pays traumatisé par la guerre et l'Occupation, l'Inra ne semblait pas devoir durer bien au-delà de cette mission initiale. De fait, il se trouva précocement confronté au besoin de légitimer son émargement aux comptes d'une France de la Libération au bord de l'asphyxie financière et de la paralysie politique. L'ancienne « question des subsistances » retrouvait certes une actualité douloureuse dans ces années de pénurie, et les deux modèles de puissance triomphant au lendemain de la guerre, les États-Unis et l'URSS, exerçaient alors, chacun à sa manière, une très forte pression modernisatrice sur la vieille Europe et son antique civilisation rurale, faisant du progrès scientifique et technique une condition du progrès économique et social, et justifiant un vigoureux effort de mise à niveau par l'action publique. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la figure de la modernité qui était promue prenait la forme d'une industrialisation à marche forcée de la production agricole et alimentaire, appelant à la liquidation résolue des héritages agraires et à l'alignement de l'agronomie sur l'ingénierie industrielle.

Dès lors, quel sens donner à la création, dans un pays confronté au défi de la refondation de sa propre puissance industrielle et commerciale, d'un organisme public de « recherche et expérimentation » exclusivement dédié à des productions végétales et animales conçues dans le cadre d'une agriculture certes modernisée, mais indéfectiblement « familiale » ? Et une fois la reconstruction opérée, au tournant des années 1950, comment comprendre que ce même pays, en voie de sortie à la fois de « l'ordre éternel des champs » et de l'âge des empires, et résolument engagé dans la compétition industrielle et tertiaire à l'échelle européenne à la suite du Traité de Rome de 1957, ait renouvelé avec constance le pari du développement d'un appareil de recherche public et national portant sur une conception sans cesse plus large du pilotage du vivant, étendu aux enjeux forestiers, agrolimentaires, sociétaux et environnementaux, jusqu'à atteindre à la fin du xx^e siècle plusieurs milliers d'agents, des dizaines de laboratoires dotés des meilleurs équipements et des domaines expérimentaux répartis sur tout le territoire métropolitain et ultramarin ? Enfin, quand bien même on trouverait des causes plausibles à l'essor continu de ces champs de recherche, comment expliquer que leur matrice initiale, celle d'un opérateur public de culture ingénieriale, ait résisté à la vague de libéralisation et de spécialisation de l'économie de la connaissance qui a emporté la quasi-totalité des organismes semblables dans le monde ou les a conduits à se fondre dans des consortiums académiques centrés sur quelques grands pôles universitaires de rang international ?

Telle est donc, à la croisée d'une histoire interne et externe de l'Inra, l'ambition de cet ouvrage : analyser, penser et donner à comprendre la trajectoire singulière d'un monde scientifique, celui des générations successives d'hommes et de femmes ayant travaillé pour la recherche agronomique publique depuis la fondation de l'institut jusqu'au temps présent. Il s'agit d'en restituer la dynamique cognitive, institutionnelle et partenariale, de manière tout à la fois compréhensive et critique, immersive et distanciée, attelée à saisir dans son originalité persistante le « style » scientifique et politique de la « maison Inra », et néanmoins par-dessus tout attachée à en dessiner les connexions avec l'évolution globale du système alimentaire mondial, de sa gouvernance et de ses tensions et contradictions économiques, environnementales et géopolitiques.

Comprendre les entreprises scientifiques exige toutefois de se donner les moyens d'en saisir la singularité. Celle-ci n'est pas réductible à une conception générique des organisations sociales, quand bien même il importe, en effet, de considérer la science comme une activité pleinement inscrite dans la vie sociale, ses controverses et ses rapports de force. Produire de la connaissance, même et surtout appliquée, agissant sur le vivant et s'en trouvant transformée en retour, constitue de fait une contribution bien spécifique à la dynamique historique. L'exercice exige de saisir de la manière la plus fine la façon dont les acteurs de la vie scientifique entrent en relation avec leur objet de connaissance, de même que les conditions sociales, économiques et politiques de l'inscription de celui-ci dans le temps historique. Les sciences du vivant finalisées, qui ne sont pas l'apanage de l'Inra mais qui sont au cœur de son projet scientifique, représentent de ce point

de vue un objet d'une complexité redoutable. Quels questionnements scientifiques ces sciences projettent-elles sur les sols cultivés, la faune et la flore domestiquées ? Pour quelles finalités ? Quel statut donnent-elles aux bioressources qu'elles mobilisent, quel rôle aux instruments et aux techniques qu'elles emploient, quelle valeur et quelle transférabilité aux résultats qu'elles visent ? Dans quelle mémoire des essais, erreurs et controverses de la recherche et de ses applications à l'agriculture, à l'alimentation ou à l'évolution des rapports entre société et environnement ? Avec quel idéal scientifique, éventuellement civique, pour ligne d'horizon ?

Si le propre de toute institution qui s'inscrit dans la durée est de développer une croyance dans la naturalité de sa propre histoire et dans la pérennité de son identité, c'est toutefois la tâche des historiens que d'en démontrer les contingences, les moments d'hésitation et les voies de réinvention. Non pour en contester par principe la cohérence, mais pour en faire comprendre l'alchimie fine, et pour en évaluer, pas à pas, la contribution à la dynamique historique d'ensemble. Aucune institution n'est une île, à plus forte raison les organismes scientifiques, à l'instar de l'Inra, à qui fut donnée par le pouvoir politique la finalité de produire des savoirs sur le vivant et sur ses usages techniques, sociaux et économiques, dans une phase historique caractérisée par une expansion sans précédent de l'économie de la connaissance. Au reste, cette histoire fut tout sauf linéaire, semée de crises et de remises en cause brutales et, malgré les apparences, rien moins que strictement « agronomique », nécessitant une contextualisation la plus large possible pour être pensée à la hauteur de son enjeu premier : celui de la rencontre progressive, jamais pleinement réalisée et de ce fait toujours en tension, de la raison scientifique et de la responsabilité politique, dans l'invention d'une gouvernance utilitariste du vivant adaptée à un monde caractérisé par son unification marchande et par l'intensification de son empreinte technoscientifique et industrielle sur la biosphère.

Depuis le modèle « recherche et expérimentation » promu par les fondateurs de l'institut jusqu'aux enjeux actuels de la bioéconomie, il y a certes bien des changements paradigmatiques et des sauts cognitifs à documenter pour comprendre les évolutions sous-jacentes à l'immutabilité apparente de la « recherche agronomique » et de son vaisseau amiral national, l'Inra. Mais cette archéologie s'avère bien délicate à réaliser, tant la dynamique des sciences est prompte à effacer les traces de ses tâtonnements. En effet, si la « science en train de se faire » se pose comme projet, y compris dans une ambition prospective, en revanche, aux yeux des historiens, visiteurs tardifs des archives de la vie de laboratoire et d'expérimentation, c'est bien davantage sous la forme d'une trajectoire estompée que la science leur apparaît, avec toute la difficulté de reconstituer les possibles explorés successivement par un collectif humain évoluant dans un système économique, technique, culturel et politique changeant, lui aussi, et en partie changé par l'action de ce même collectif. De ce point de vue, l'Inra n'est pas un acteur extérieur à la dynamique de la modernisation des formes de production, de transformation et de consommation des bioressources. Il se situe au cœur de la trajectoire d'artificialisation utilitariste du rapport des sociétés au vivant, dans l'assomption de sa triple dimension cognitive, pratique et

éthique — au point, parfois, de ne pouvoir dissocier ce qui relève de la recherche agronomique de ce qui ressortit à l'action publique.

Comment donner à comprendre cette trajectoire sans faire le récit d'un avènement programmé, mais au contraire, en en restituant les doutes et les tensions, les réalisations, les conquêtes et les modes de régénération ? C'est tout le défi d'une histoire de l'Inra non pas simple monographie d'une institution sectorielle, mais histoire totale d'un organisme ayant été confronté, en trois quarts de siècle d'existence, à tous les sauts qualitatifs des sciences de la maîtrise du vivant, jusqu'à leur insertion actuelle dans une économie de la connaissance globalisée. C'est donc bien une mise en récit, à la fois finement incarnée et solidement problématisée, qui s'impose. Elle permet de saisir, dans le croisement des dynamiques internes et externes, l'affirmation progressive d'une économie politique des bio-ressources, tout d'abord dans la phase de triomphe du paradigme moderne jusqu'aux « années 1968 », puis dans celle des tensions entre pilotage étatique et libéralisation de l'économie de l'innovation appliquée aux enjeux agroalimentaires, pour enfin aborder, au tournant des années 1990, l'effet de la globalisation des enjeux des systèmes alimentaires et de leur impact environnemental et sanitaire sur les organismes de recherche, leurs missions, leurs relations à la société et leurs engagements dans la sphère de la gouvernance internationale.

Il s'agira ainsi de donner à voir comment les premiers chercheurs du jeune institut, pour la plupart des ingénieurs agronomes de formation qui s'étaient forgé dans les épreuves partagées un idéal commun de défense et de promotion de la recherche publique, et qui regardaient avec envie les institutions de recherche d'Europe du Nord et d'outre-Atlantique, comprirent la nécessité de lier leur devenir à celui des forces modernisatrices dont ils saisissaient les synergies possibles autour de l'idée de « progrès », dans l'essor des marchés alimentaires, le développement des industries de l'agrofourmiture et la planification volontariste impulsée par l'État avec les crédits du plan Marshall (1948). Bâtissant leurs propres laboratoires, serres et étables expérimentales, contribuant activement au développement international des sciences agronomiques avec le soutien des grandes organisations internationales (OCDE, FAO...), nouant des liens avec le CNRS et avec l'Institut Pasteur, avec la profession agricole et avec les industriels, assurant eux-mêmes la promotion de leurs premières obtentions variétales ou innovations culturelles ou industrielles, nous montrerons comment ces premières équipes purent passer le cap de la maturité et, au tournant des années 1960 et de l'affirmation du volontarisme gaullien, surent tirer parti du vaste mouvement d'affirmation de l'économie de l'innovation appliquée aux sociétés d'abondance dans l'espace transatlantique. Nous verrons ensuite comment, remis en cause dans leur rôle de soutien à une agriculture nationale affectée par la surproduction, il leur fallut se réinventer dans une atmosphère de disette budgétaire et de désamour du politique à l'endroit de la science publique, d'une part pour accompagner l'industrialisation de l'alimentation, et d'autre part pour relever le défi de la révolution biotechnologique initiée outre-Atlantique. Eux-mêmes en proie au doute sur la pertinence des échelles et des objets de